

# Assurer une croissance pour tous

*Accroître les possibilités pour les femmes et les jeunes*

Dans de nombreux pays en développement, l'inégalité continue de croître même si le taux de pauvreté absolue diminue. Cette division croissante menace la stabilité sociale et les progrès réalisés vers les objectifs de développement mondial. L'inégalité peut aussi freiner la croissance. Les besoins sont urgents pour des stratégies d'employabilité et d'investissement qui bénéficieront aux femmes, aux jeunes et à d'autres groupes qui, traditionnellement, ont été exclus des gains économiques. Les gouvernements ont besoin de données probantes et d'expertise pour développer ces stratégies et pour équiper leurs citoyens des nouvelles compétences nécessaires.



**Le renforcement des normes du travail est un aspect important pour améliorer les emplois des femmes et des jeunes et les rendre plus sécuritaires.**

## Appuyer des solutions pour une croissance inclusive

Dans le cadre de son programme Emploi et croissance, le Centre de recherches pour le développement international du Canada (CRDI) cherche à fournir les données probantes que les pays ont besoin pour créer des politiques et des programmes qui bénéficient aux pauvres, en particulier les femmes et les jeunes, tout en stimulant leurs économies. Ces efforts aident les pays à atteindre une croissance plus durable et plus équitable, conformément aux priorités d'Affaires Mondiales Canada et l'objectif #8 de développement durable des Nations Unies: travail décent et croissance économique. Nous soutenons la recherche appliquée qui peut libérer le potentiel économique des femmes; équiper les jeunes pour l'emploi et l'entrepreneuriat; accroître l'accès aux avantages sociaux et aux services financiers;

maximiser la place des femmes et des jeunes dans les chaînes de valeur; et exploiter des modèles d'affaires innovateurs pour générer des opportunités pour les groupes vulnérables.

Nous soutenons également une nouvelle génération de chefs de file en sciences économiques en investissant dans la formation et le perfectionnement professionnel. Par exemple, le Programme de troisième cycle interuniversitaire a permis de former plus de 2 000 diplômés de maîtrise et de doctorat en économie dans 18 pays d'Afrique francophone depuis 1994. De ces diplômés, plus de 95% sont toujours dans la région. Les récipiendaires passés comprennent un récent chef d'état-major au bureau du président au Congo et un secrétaire général du Conseil économique et social

### À l'intérieur:

- Créer des opportunités pour les jeunes
- Contribuer à l'autonomisation économique des femmes
- Accroître l'accès aux services financiers
- Inclure les pauvres dans les chaînes de valeur
- Explorer des modèles d'affaires innovateurs

du Gabon. Nous soutenons également les jeunes chercheurs de troisième cycle, y compris ceux des pays fragiles et touchés par les conflits, par le biais du Consortium pour la recherche économique en Afrique et du Partenariat en politiques économiques.



### **La création de nouvelles possibilités d'emploi pour les jeunes africains est critique étant donné que les trois quarts de la population ont moins de 30 ans.**

Le partenariat est essentiel à notre approche. Nous cherchons à favoriser l'innovation et la collaboration entre les chercheurs, le secteur privé, la société civile et les organisations gouvernementales. Par exemple, nous avons uni nos forces avec le Forum économique mondial pour aider les dirigeants régionaux à identifier des stratégies de développement économique qui s'attaquent aux inégalités. Un appel lancé en 2017 pour des études de cas sur des initiatives des secteurs public et privé alimentera une banque de connaissances numérique sur la croissance inclusive.

### **Créer des opportunités pour les jeunes**

Selon l'Organisation internationale du Travail (OIT), 156 millions de jeunes travailleurs dans les pays en développement vivent dans une pauvreté extrême ou modérée. Le défi est grave en Afrique, où la population de jeunes âgés de 15 à 24 ans devrait augmenter d'environ six millions chaque année pour la prochaine décennie. Assurer un emploi rémunéré pour ces jeunes est un défi mondial, avec des implications pour la croissance, les migrations et la stabilité régionale.

En Afrique francophone, une équipe de recherche dirigée par l'Université de Yaoundé II engage des experts locaux et des agences nationales de l'emploi au Cameroun, au Tchad, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo et au Sénégal. L'équipe examine si les services d'emploi sont accessibles et atteignent efficacement les jeunes. L'objectif est de renforcer les services de placement et d'encourager les employeurs à les utiliser.

En collaboration avec le programme Gouvernance et Justice du CRDI, nous explorons le lien entre le chômage et la violence qui menace la cohésion sociale dans plusieurs régions. Un document de synthèse et une série de consultations régionales menées en 2016 ont permis de cartographier les recherches existantes sur la vulnérabilité, l'exclusion et la violence économique de la jeunesse dans les pays en développement. Ces résultats contribueront au développement d'approches sexospécifiques pour mobiliser et employer les jeunes de manière constructive.

La jeunesse en Amérique latine a été largement exclue des bénéfices reliés à la croissance, avec plus de 20 millions qui ne sont pas actuellement en éducation,

en emploi ou en formation. Une nouvelle recherche dirigée par Espacio Público mettra en lumière les motivations, les intérêts et les aspirations des jeunes pour guider les réponses politiques face au défi du chômage de la jeunesse au Brésil, au Chili, en Colombie, au Salvador, au Mexique, au Paraguay et en Uruguay.

Au Myanmar, le CRDI travaille avec Business for Social Responsibility (BSR) pour promouvoir les investissements étrangers tout en abordant les problèmes du travail des enfants et le faible niveau de scolarité du pays. Un rapport de BSR sur l'industrie du vêtement, produit avec la participation des grandes marques de la mode en 2016, expose une série de recommandations. Le rapport demande des lois et des règlements clairs; une priorisation de l'éducation des enfants; une assurance que les adultes peuvent subvenir seuls au besoin du ménage; et un suivi plus exhaustif dans l'application de la réglementation du travail des enfants.

### **Contribuer à l'autonomisation économique des femmes**

Dans les pays riches et pauvres, la participation économique des femmes est inférieure à celle des hommes. En plus d'appauvrir les femmes et leurs familles, cet écart entre les sexes nuit à la croissance. L'OIT et la Banque asiatique de développement ont estimé, par exemple, que les économies en Asie de l'Est et du Pacifique perdent 42 à 47 milliards de dollars par année en raison de l'accès limité des femmes à l'emploi.

Grâce au programme Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF), soutenu conjointement par le CRDI, le Department for International Development du Royaume-Uni et la Fondation Hewlett, les chercheurs explorent des moyens pour libérer le potentiel économique des femmes dans 50 pays. Au Bangladesh, la recherche de CEDEF étudie les répercussions du mariage des enfants sur le travail et l'éducation. Les résultats suggèrent que de petits incitatifs, comme une modeste



subvention pour l'huile de cuisson si les filles fréquentent l'école, peuvent retarder le mariage, ce qui peut améliorer leurs perspectives d'éducation et d'emploi à long terme. Les filles âgées de 15 à 17 ans, dont les familles ont reçu 16 dollars par année en huile de cuisson si elles restaient célibataires jusqu'à 18 ans, étaient 25% plus susceptibles de terminer leurs études secondaires.

En 2016, CEDEF a contribué au Groupe de réflexion de haut niveau des Nations Unies sur l'autonomisation économique des femmes, un groupe multipartite établi par le Secrétaire général pour assurer l'amélioration des opportunités économiques pour les femmes et les filles conformément à l'objectif du développement durable #5 sur l'égalité des sexes. L'équipe CEDEF a mené des consultations sur la productivité des entreprises appartenant à des femmes et le rôle des femmes dans l'économie du soin des proches.

### Accroître l'accès aux services financiers

L'inclusion financière, soit l'amélioration de l'accès aux services financiers pour les pauvres, peut réduire les inégalités et promouvoir la mobilité sociale. Lorsque les pauvres ont des comptes d'épargne, des assurances et des services de paiement, ils ont une protection contre les imprévus et bénéficient de meilleures opportunités.



PROYECTO CAPITAL

*“Maintenant je sais comment retirer de l'argent, je sais comment épargner... Je suis une femme plus forte que je l'étais auparavant.”*

— *Emperatriz Taco, bénéficiaire de Proyecto Capital*



CRDI

### Les politiques qui tiennent compte du travail ménager non rémunéré sont essentielles à l'autonomisation économique des femmes.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, le CRDI soutient Proyecto Capital, une initiative de l'Instituto de Estudios Peruanos et de la Fundación Capital qui consiste à trouver des moyens innovants de transférer des fonds aux pauvres et de promouvoir l'utilisation de services financiers. L'initiative fournit les données et l'assistance technique pour aider les agences à concevoir et mettre en œuvre des mesures qui encouragent les familles et les particuliers à utiliser des comptes d'épargne et autres services financiers. En 2016, environ 1,8 million de personnes dans 14 pays avaient accès à ces services et renforçaient leur capacité à gérer leurs finances.

En Asie et en Afrique, nous collaborons avec BRAC, l'un des plus grands fournisseurs mondiaux de services financiers pour les pauvres, pour appliquer à plus grande échelle la programmation réussie. L'effort aidera BRAC à fonder ses stratégies sur des données probantes et à évaluer rigoureusement l'impact de ses interventions visant à stimuler les moyens de subsistance des pauvres. Les femmes, les jeunes et les travailleurs migrants seront les principaux bénéficiaires. BRAC, qui a d'abord lancé des programmes de microfinance en 1974 au Bangladesh,

dessert aujourd'hui près de 140 millions de personnes dans 12 pays.

Nous travaillons également avec l'Alliance for Financial Inclusion (AFI) pour créer une nouvelle plate-forme de partage des connaissances sur l'inclusion financière. Avec des membres dans près de 100 pays, AFI est l'organisation phare en matière de politique et de réglementation. Notre partenariat renforcera l'accent mis sur le genre et l'utilisation de données probantes.

### Inclure les pauvres dans les chaînes de valeur

Les chaînes de valeur associées à la production, à la distribution et à la vente de biens et services offrent des possibilités importantes aux petites et moyennes entreprises et à leurs travailleurs.

WEConnect est un réseau mondial qui relie les entreprises appartenant à des femmes aux acheteurs qualifiés du monde entier. En 2016, plus de 600 entreprises s'étaient inscrites en Inde, dont 60 étaient certifiées pour approvisionner de grandes entreprises. Ces connexions ont permis de générer plus de 127 millions US de ventes annuellement, employant plus de 4 600 personnes. WEConnect prévoit reproduire le succès



**Les entreprises sociales offrent aux femmes et aux jeunes l'opportunité de s'éloigner des activités à faible revenu, tout en maximisant les avantages sociaux.**

de son projet pilote en Inde dans 17 autres pays en développement.

Les populations les plus pauvres peuvent également bénéficier des contrats de distribution alors que les grandes entreprises cherchent des moyens d'accéder aux marchés locaux. Le CRDI, la Fondation Citi et la Banque interaméricaine de développement collaborent par le biais de SCALA, une plate-forme lancée en 2016 par l'Université de los Andes pour promouvoir les entreprises sociales et les réseaux de distribution inclusifs.

*"Mon travail m'a donné la chance d'aider d'autres personnes qui se trouvaient dans la même situation que moi. Maintenant, ils travaillent dans des conditions salubres et gagnent un salaire décent."*

— Pushpa Parmar, une ancienne collectrice de déchets travaillant maintenant pour une société vendant des papiers recyclés certifiée par WEConnect

Ces réseaux commercialisent des produits et des services qui ont une valeur sociale, tout en augmentant les possibilités d'affaires de 25 000 femmes et jeunes vulnérables.

En Asie, l'industrie de la fabrication est une source d'emploi cruciale pour les travailleurs peu qualifiés, en particulier les femmes. En 2016, le ministre du Commerce international du Canada a annoncé l'appui du CRDI pour la recherche sur de meilleurs emplois et conditions de travail dans les secteurs du vêtement, de l'électronique et de l'agriculture. Cet effort complète le soutien technique canadien donné à l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est pour aider les états membres à intégrer leurs petites et moyennes entreprises dans les chaînes de valeur mondiales. Avec Grow Asia, nous lancerons également le Learning Partners Forum, un réseau d'experts qui partagera les leçons apprises tirées des chaînes de valeur agricoles au Cambodge, en Indonésie, au Myanmar, aux Philippines et au Vietnam.

## Explorer des modèles d'affaires innovateurs

Le programme Emploi et croissance continue d'innover, de tester de nouvelles approches et d'explorer de nouveaux partenariats pour soutenir une croissance inclusive. Nos projets de recherche explorent la pertinence de nouveaux modèles d'affaires qui englobent les objectifs sociaux et environnementaux ainsi que les objectifs économiques. Par exemple, nous développons un programme de recherche sur le potentiel des entreprises à créer une intégration sociale et économique en partenariat avec Sistema B. Cette organisation à but non lucratif dirige un nouveau mouvement d'entrepreneurs en Amérique latine qui soutient la communauté d'entreprises appelée «B Corps» dans la poursuite de ces trois objectifs.

En Afrique, des approches créatives sont nécessaires pour générer des emplois à près des trois quarts de la population âgée de moins de 30 ans. Au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Kenya, la recherche menée par le Centre ivoirien de recherches économiques et sociales étudie comment l'entrepreneuriat social peut bénéficier aux femmes et aux jeunes. Les résultats aideront les entreprises à maximiser les avantages sociaux de leurs entreprises tout en restant rentables et à aider les autorités publiques à soutenir l'inclusion des jeunes et d'autres groupes vulnérables.

### Emploi et croissance

Centre de recherches pour le développement international  
150 rue Kent, Ottawa  
Ontario, Canada K1G 3H9  
Téléphone: +1 613-236-6163  
Fax: +1 613-657-7749  
Courriel: eg@idrc.ca  
www.idrc.ca/fr/program/  
emploi-et-croissance